

VILLES EUROPÉENNES

Éliminons les situations de handicap !



Turin (Italie) est une des villes retenues pour le projet de la ligue européenne des villes historiques accessibles

« Je ne suis pas une PMR (personne à mobilité réduite), je suis une PQR, une "personne qui roule". Ne m'empêchez pas de rouler ! » Ce propos de Jean-Luc Simon, fondateur de Kappa Cités, organisme de formation visant à l'inclusion, à la participation et au libre choix du mode de vie des « personnes autrement capables », résume bien la situation. Invité de la conférence "Une ville pour tous", organisée par l'Association pour la recherche sur la ville et l'habitat (Arvha), il partage la conviction des organisateurs : la plupart des blocages rencontrés par les personnes handicapées dans leurs déplacements en ville pourraient facilement être éliminés... si les projets architecturaux et urbains combinaient les capacités des gens (et non les déficiences) et l'environnement. Mais en 2012, est-ce bien la voie suivie par tous ?

L'Arvha travaille sur l'accessibilité depuis 1998. Cette association forme des professionnels français (architectes, designers, responsables de collectivités locales...) à prendre en compte, conjointement, les trois familles de handicaps (moteur, sensoriel et mental) dans leurs réalisations. L'objectif est qu'ils développent en France l'autonomie de tous, comme le stipule la loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Avec Training Tools for Accessible Towns (TTAT, voir encadré), l'Arvha va plus loin. Son idée : croiser les approches et les solutions d'ordre législatif, réglementaire, culturel et technique apportées par les cinq pays partenaires (la France, la Grèce, l'Italie, la Roumanie et le Royaume Uni), les rassembler sur une plateforme Internet multilingue et ouvrir celle-ci à tous les acteurs de la ville en Europe

Le 25 octobre 2012, la conférence ayant pour thème "Une ville pour tous" s'est tenue à la mairie du 3^e arrondissement de Paris. Un après-midi pour se pencher sur ce qui entrave l'accessibilité des citoyens européens en zone urbaine... et découvrir des outils pour y remédier.

(et au-delà). Un projet qui prend en compte la "logique de la ville" (déplacements d'un bâtiment à l'autre, d'un parc à une terrasse de café, d'une boutique à un établissement public...) en plus de celle du cadre bâti (déplacements d'une pièce à l'autre), le tout étant sous-tendu par un principe : "ce qui est nécessaire aux uns bénéficie à tous".

Besoin de concertation et d'une volonté politique forte

Pour permettre aux participants à la conférence d'appréhender concrètement les difficultés rencontrées par les personnes handicapées en milieu urbain, l'Arvha a



diffusé un film de la Smala. Cette association suisse est allée constater la situation sur le terrain en France, en Italie et au Royaume-Uni. On y observe la pression exercée par la circulation automobile (à Rome, un habitant aveugle relate s'être fait détruire quatre cannes en traversant), les erreurs de conception, les oublis... Les architectes européens du projet TTAT¹ ont ensuite présenté la situation dans leur pays respectif. Là aussi, des points négatifs (non-respect par les voitures, matériaux de mauvaise qualité, travaux non sécurisés, barrières cloisonnant les trottoirs, absence de signalétique, mauvaise conception des passages piétons...), mais des exemples positifs : à Athènes, par exemple, la mise en accessibilité du site de l'Acropole et des 24 stations de métro de la ville a été remarquablement réalisée. « *Ce qui coûte cher n'est pas l'accessibilité, mais c'est de réparer les erreurs, a expliqué Luc Givry. Quand on veut aménager un espace, il faut absolument en parler avec des personnes handicapées. Rien de pire que de la bonne volonté mal pensée. C'est ainsi qu'on se retrouve avec de belles rampes d'accès pour fauteuils roulants toutes neuves mais inutilisables, car leur pente est trop raide.* » Enfin, il estime que « *l'accessibilité est un choix politique, qui commence par faire respecter la réglementation existante* ».

Une ligue européenne des villes historiques accessibles

« *Aujourd'hui, la ville accessible, c'est beaucoup d'initiatives individuelles et encore trop peu de concertation extra-nationale* », a regretté l'Arvha. "La Ligue des villes historiques accessibles," cependant, est un bel exemple d'échanges de bonnes pratiques entre pays. Dix fondations à travers quatre pays européens ont travaillé avec les autorités locales de cinq villes pour concevoir dans chacune de celles-ci un circuit touristique entièrement accessible. Dans chaque cas, les aménagements architecturaux induits doivent être bénéfiques, sur le long-terme, à tous les visiteurs, résidents et touristes d'une ville, qu'ils soient jeunes ou âgés, valides ou en situation de handicap. De plus, sur cet itinéraire, chacun doit pouvoir non seulement se déplacer et explorer le paysage urbain de manière indépendante, mais également s'orienter et interagir avec son environnement, en s'appuyant sur une signalétique complète et des outils digitaux

interactifs accessibles à tous. Mulhouse (France), Avila (Espagne), Viborg (Danemark), Turin et Lucca (Italie) ont été retenues pour le projet.

En France, c'est la fondation Réunica Prévoyance qui est chargée de sa supervision à Mulhouse, soutenue par le ministère de la Culture, la Fondation de France, la mairie de Mulhouse et les associations locales liées au handicap. Un itinéraire de 3,8 kilomètres a été validé dans le centre-ville, comprenant notamment dix musées. Les travaux s'achèveront fin 2013. « *Le fait d'adapter les structures touristiques aux personnes en situation de handicap permet à la société de dépasser leur handicap et de les inclure dans la vie ordinaire* », explique Éliane Hervé-Bazin, déléguée générale de la fondation Réunica Prévoyance. Un avis que partage Marie Prost-Coletta, déléguée ministérielle à l'Accessibilité, qui a conclu la journée. Aura-t-il pour autant plus d'effets sous cette présidence que sous la précédente ? Affaire à suivre.

■ Gaëlle Desportes

1. Luc Givry, architecte Arvha, Chiara Tonelli, architecte enseignante italienne, Brenda Puech, directrice britannique du Centre for Accessible Environments, Doina Butica, architecte roumaine et Sotiris Papadopoulos, architecte-urbaniste grec.

Training Tools for Accessible Towns

Le projet TTAT, créé à l'initiative d'Arvha et coordonné par elle depuis 2010, est financé avec le soutien de la Commission européenne. Il vise la transformation de l'environnement urbain afin que la ville soit enfin adaptée à tous ses visiteurs, résidents et touristes. Sur le site Internet www.une-ville-pour-tous.org (incarnation française de TTAT), une section est à destination du grand public, pour sensibiliser « *tous les acteurs de la ville, du simple passant à l'élu local en charge des espaces urbains* » [en accès libre]. Une deuxième section s'adresse aux professionnels [en accès payant] et propose textes, illustrations, plans et vidéos [plus de 3 500 documents déjà répertoriés, les contributeurs étant rémunérés]. On trouve ici, entre autres, toutes les normes d'accès pour tous dans les espaces publics (revêtements au sol pour malvoyants, rampes pour fauteuils roulants, signalisations adaptées pour difficultés cognitives...). La dernière section, enfin, concerne les architectes formateurs. Ils y ont la possibilité d'éditer des cours théoriques et des QCM de contrôle des connaissances. Disponible dans les cinq langues des pays partenaires depuis le 1^{er} novembre 2012, une-ville-pour-tous.org propose des traductions dans d'autres langues puisque l'Algérie, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, l'Irlande, le Maroc, le Mexique, la Pologne, la Serbie, la Suisse et la Tunisie ont rejoint le projet.